Willy BEAUVALLET, Sébastien MICHON, dirs, *Dans l'ombre des élus. Une sociologie des collaborateurs politiques*

Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, coll. Espaces politiques, 2017, 258 pages

Cédric Passard

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/questionsdecommunication/16423>

DOI : [10.4000/questionsdecommunication.16423](https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.16423)

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2018

Pagination : 346-348

ISBN : 978-2-8143-0543-4

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Cédric Passard, « Willy BEAUVALLET, Sébastien MICHON, dirs, *Dans l'ombre des élus. Une sociologie des collaborateurs politiques* », *Questions de communication* [En ligne], 34 | 2018, mis en ligne le 31 décembre 2018, consulté le 08 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/16423> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.16423>

Ce document a été généré automatiquement le 8 janvier 2022.

Questions de communication is licensed under CC BY-NC-ND 4.0

Willy BEAUVALLET, Sébastien MICHON, dirs, *Dans l'ombre des élus. Une sociologie des collaborateurs politiques*

Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, coll. Espaces politiques, 2017, 258 pages

Cédric Passard

RÉFÉRENCE

Willy BEAUVALLET, Sébastien MICHON, dirs, *Dans l'ombre des élus. Une sociologie des collaborateurs politiques*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, coll. Espaces politiques, 2017, 258 pages

- 1 L'ouvrage dirigé par Willy Beauvallet – maître de conférences à l'Université Lyon 2 – et Sébastien Michon – chargé de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), rattaché au laboratoire Sociétés, Acteurs, Gouvernement en Europe (Sage – CNRS, Université de Strasbourg) – prolonge l'intérêt récent accordé par la sociologie politique française aux auxiliaires d'élus dont témoigne la publication, depuis le milieu des années 2000, de différents collectifs, à commencer par celui de Guillaume Courty (dir., *Le Travail de collaboration avec les élus*, Paris, M. Houdiard, 2005). Intérêt qui peut s'expliquer, en partie, par la forte croissance de ces fonctions de collaborateurs politiques (conseillers, membres de cabinets...) favorisée notamment par les lois de décentralisation et l'augmentation des indemnités des élus. Ces différentes recherches ont permis de souligner l'existence d'un « monde du travail politique » selon l'expression de Didier Demazière et Patrick Le Lidec (dir., *Les Mondes du travail politique, les élus et leurs entourages*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014) : dans cette perspective, les prises de décision et les pratiques des élus présentées comme individuelles apparaissent, en réalité, comme une production commune à laquelle coopèrent tous ceux qui entourent ces derniers. Désormais omniprésents et

incontournables dans l'univers politique au point qu'on a pu parler d'une « République de conseillers » (Jean-Michel Eymeri-Douzans, Xavier Bioy, Stéphane Mouton, *Le Règne des entourages. Cabinets et conseillers collectifs de l'exécutif dans la France contemporaine*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015), ces acteurs, très divers par leurs statuts, leurs profils et leurs trajectoires, restent pourtant encore mal connus, ce que pointe le titre du livre *Dans l'ombre des élus*. Néanmoins, comme le précise Willy Beauvallet, ces travailleurs « ne sont dans l'ombre que pour ceux qui sont suffisamment à distance de l'institution pour ne pas les voir. En réalité, ils agissent au vu et au su de tous les acteurs politiques, comme des groupes d'intérêt extérieurs, en raison précisément de leur position centrale dans les rouages complexes au cœur de la "fabrication de la Loi" » (p. 156). De fait, loin de succomber à un imaginaire du complot, l'ouvrage entend rompre avec les « postures qui filent la métaphore du secret, du caché et des coulisses, voire du corruptible, [pour] évoquer concrètement [...] ce que sont et ce que font les acteurs au contact d'élus et à leur service, au local et au national » (p. 9).

- 2 Tout en se situant dans la continuation des travaux précédents, largement mobilisés dans les dix contributions que compte l'ouvrage et qu'il n'est pas possible de résumer ici, celui-ci apporte, à la fois, de nouveaux terrains et de nouvelles perspectives. De nouveaux terrains d'abord : alors que les recherches existantes se sont surtout focalisées sur les membres des cabinets ministériels ou les collaborateurs parlementaires, la focale est ici élargie à d'autres catégories d'acteurs comme les auxiliaires d'élus des collectivités territoriales (membres des cabinets de maire, de président de conseil régional, collaborateurs d'élus départementaux...) et même des entourages privés comme les membres de la famille. De nouvelles perspectives ensuite, puisque le parti pris est d'appréhender ces collectifs que constituent les élus et leurs collaborateurs comme des « entreprises politiques [...] fondées sur l'engagement de diverses formes de ressources, tout en étant le lieu de luttes, de concurrences et de rapports de domination : entre les collaborateurs et l'élus, et entre les collaborateurs » (p. 15). Dans cette optique, il s'agit moins de questionner comment les auxiliaires d'élus participent à la décision politique que les caractéristiques de ces entreprises politiques, les propriétés, trajectoires et pratiques de ceux qui les animent, ainsi que les rivalités qui les traversent.
- 3 La première partie de l'ouvrage s'intéresse logiquement au « périmètre » de ces entreprises politiques. Depuis les conjointes d'élus (étudiées par Christelle Gris, pp. 31-51) affectées, souvent malgré elles, par l'exercice du pouvoir politique par leur mari, jusqu'aux fonctionnaires comme les administrateurs du Parlement (abordés par Martin Baloge, pp. 53-73) ou les directeurs généraux des services de collectivités territoriales (Jean-Yves Robin et Hélène Desfontaines, pp. 75-90), pris dans des formes singulières de « politisation fonctionnelle » en dépit de la neutralité et de l'apolitisme dont ils peuvent se réclamer, les contours de telles entreprises politiques apparaissent très larges et mouvants selon le degré de professionnalisation de l'élus, la nature de son mandat, les configurations observées... L'intérêt de ces chapitres est aussi de montrer précisément que ces acteurs hybrides participent eux-mêmes à la définition des frontières de ces entreprises et de leurs activités, entre formel et informel, vie publique et vie privée ou administration et politique, et que leur position ambivalente les confronte fréquemment à des contraintes invisibles, voire à des injonctions contradictoires au point de les faire apparaître comme des « schizophrènes » (p. 55) ; ainsi doivent-ils « savoir se mettre à place de l'élus [...] sans en assumer la

responsabilité, [voire] sans en avoir l'air » (p. 244), comme le résume Delphine Dulong dans la postface.

- 4 La deuxième partie de l'ouvrage analyse les espaces de positions et les « coopérations concurrentielles » (p. 19) qui se créent au sein de ces entreprises politiques, ce qui n'avait guère fait l'objet d'études jusqu'à présent. Dans sa contribution fondée sur un travail monographique portant sur un conseil général, Pierre Bonnevalle (pp. 115-135) révèle que la distinction généralement opérée entre les collaborateurs « militants » et les « techniciens » doit être relativisée car elle fait l'objet d'un dépassement constant selon les contraintes et opportunités rencontrées par les uns et les autres. Elle masque peut-être, de ce point de vue, une opposition plus déterminante entre permanents et intermittents. La division du travail et les logiques concurrentielles caractérisant ces entreprises politiques plurielles dépendent beaucoup, en réalité, des modes de gouvernance et de régulation mis en place par les élus et certains de leurs collaborateurs de premier plan, tels les directeurs de cabinet (ce que montrent tant le chapitre de Benoît Demongeot, Sébastien Gardon et Éric Verdier – pp. 93-113 – que celui de Julien Fragnon – pp. 137-154) mais aussi des conjonctures politiques, notamment le fait de se situer dans la majorité ou dans l'opposition (comme l'observe Willy Beauvallet à propos des collaborateurs d'un groupe politique à l'Assemblée nationale, pp. 155-175).
- 5 La dernière partie est consacrée à la carrière politique et professionnelle de ces collaborateurs. Dans quelle mesure ces fonctions de collaborateurs constituent-elles, en particulier, une « antichambre du métier politique » ? On observe que de plus en plus d'élus sont d'anciens auxiliaires politiques. En 2012, c'était le cas de 26 % des députés (contre 2 % en 1978). Ainsi une nouvelle filière élective s'est-elle constituée, ce que confirme la contribution de Grégory Hû (pp. 197-219) : à travers l'étude des logiques de recrutement du personnel politique socialiste dans deux fédérations, ce dernier montre que, à l'échelle locale également, le renouvellement de ce personnel s'effectue désormais largement par le biais des collaborateurs politiques (même s'il est variable selon les configurations départementales). Toutefois, loin de l'image de la « voie toute tracée », Vanessa Jérôme (pp. 179-195) expose la diversité relative des carrières des collaborateurs d'élus à partir de l'exemple d'Europe Écologie-Les Verts à l'Assemblée nationale : si cette expérience permet à certains de prendre goût à l'exercice du pouvoir, d'autres sont gagnés par le dégoût des jeux partisans ; beaucoup rejoignent finalement le monde associatif ou celui des organisations non gouvernementales où ils peuvent reconverter les savoirs et savoir-faire acquis dans l'univers politique. En définitive, comme le souligne Rémi Lefebvre (pp. 221-242), les trajectoires de professionnalisation élective de ces derniers sont « contingentes, erratiques » (p. 224) et procèdent davantage d'opportunités liées à la proximité avec un « père politique » qu'elles ne sont programmées ou anticipées.
- 6 Ce rapide aperçu des différentes contributions de l'ouvrage dévoile la richesse et la cohérence de ce dernier : s'appuyant sur des données empiriques originales et des méthodes d'enquêtes bien détaillées, l'ensemble des chapitres, comme l'introduction et la postface, est d'excellente facture et très judicieusement organisé. Ainsi le livre comble-t-il utilement certains points aveugles de la littérature existante. Comme le met en évidence Delphine Dulong dans la postface, il marque surtout une inflexion féconde d'une sociologie des entourages à une sociologie du marché des emplois en lien avec les activités politiques. Cependant, avec les coordonnateurs du livre eux-mêmes, on pourra

déplorer l'absence de contributions sur les entreprises politiques à la droite de l'échiquier. De même, il est peut-être dommage que les études ici réunies se cantonnent au cadre français (sans doute le Parlement européen aurait notamment pu être un terrain intéressant). Mais ces maigres regrets visent davantage à inviter à poursuivre l'entreprise qu'à signaler de véritables lacunes de ce beau travail collectif.

AUTEURS

CÉDRIC PASSARD

Ceraps, CNRS, Université de Lille, F-59024
cedric.passard[at]sciencespo-lille.eu